

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 17/03/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERTIVAL**

ZAC de Beausoleil  
22400 Lamballe-Armor

Références : 2025.086  
Code AIOT : 0005500088

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2025 dans l'établissement FERTIVAL implanté RUE DE LA JEANNAIE ZAC de Beausoleil 22400 LAMBALLE-ARMOR. L'inspection a été annoncée le 13/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/12/2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERTIVAL
- RUE DE LA JEANNAIE ZAC de Beausoleil 22400 LAMBALLE-ARMOR
- Code AIOT : 0005500088

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS FERTIVAL, filiale du groupe COOPERL ARC ATLANTIQUE (spécialisée dans l'abattage et la transformation des viandes de porcs), est autorisée par arrêté préfectoral du 19 février 2008 à exploiter sur son site de Lamballe une usine de traitement et de valorisation de déchets non dangereux.

Les unités de FERTIVAL Lamballe produisent de l'énergie au travers de ses lignes de traitement de déchets «biomasse» (four et oxydeur), du biocombustible Combioval (unité de traitement de déchets gras) et des matières premières dans la fabrication d'engrais organiques (ligne de séchage des boues de lisier dont le TRAC, extrait solide de lisier de porcs et de boues issues du prétraitement des effluents de l'abattoir).

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite au contrôle inopiné du 31 juillet 2024, l'exploitant est en cours de formalisation d'un plan de formation et qualification du personnel pour assurer une continuité sur la bonne maîtrise de la gestion des installations d'incinération en toutes circonstances.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Etalonnage de l'appareil de mesure	Arrêté Ministériel du 02/09/2002, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Surveillance en continue des paramètres	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Condition de respect des VLE	Arrêté Ministériel du 02/09/2002, article 18	Sans objet
3	Consignes	Arrêté Ministériel du 02/09/2002, article 59	Sans objet
4	Nature de l'installation	Arrêté Préfectoral du 19/02/2005, article 1.2.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de l'inspection du 14/02/2025 permettent de lever la mise en demeure

notifiée par arrêté préfectoral du 18/12/2024.

En effet, suite aux modifications, l'exploitant a déposé un porter à connaissance pour l'augmentation de la capacité de traitement des installations d'incinération. L'exploitant s'est donc conformé aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Il a par ailleurs été constaté le respect de l'article 60 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, grâce à la présentation de procédures en fonctionnement normal et en cas de dysfonctionnement ainsi que le suivi des mesures prises dans le cadre de ces procédures.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Condition de respect des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2002, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Validité de la mesure
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...)  Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 % sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 :  - Monoxyde de carbone : 10 % ;  - Dioxyde de soufre : 20 % ;  - Ammoniac : 40 % ;  - Dioxyde d'azote : 20 % ;  - Poussières totales : 30 % ;  - Carbone organique total : 30 % ;  - Chlorure d'hydrogène : 40 % ;  - Fluorure d'hydrogène : 40 %.   Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.   Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, dans une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées. Dix moyennes journalières par an peuvent

être écartées au maximum.

Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 17 et celles spécifiées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec, corrigée selon la formule de l'annexe V du présent arrêté.(...

**Constats :**

L'établissement sous-traite la gestion des analyseurs et de leurs données à la société ENVIRONNEMENT SA.

La société sous-traitante intervient une fois par mois sur le site pour procéder à des vérifications sur les installations de mesures en continu mais également en cas de mesure corrective à effectuer suite à un déclenchement d'alarme ou dysfonctionnement.

Un représentant de la société ENVEA était présent le jour du contrôle.

Il a précisé ne pas avoir l'accès aux données demandées et n'a par conséquent pas été en mesure d'apporter les éléments permettant de s'assurer que les concentrations étaient valides le jour du contrôle. **Ce point doit faire l'objet d'un nouveau contrôle**, pour s'assurer du respect de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002.

A noter que le jour de l'inspection, le four d'incinération était à l'arrêt en raison d'une casse sur le filtre à poussières.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Etalonnage de l'appareil de mesure**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/09/2002, article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Etalonnage des appareils de mesure

**Prescription contrôlée :**

L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

**Constats :**

Le rapport QAL 2 réalisé le 14/12/2023 a été transmis par l'exploitant. Ce contrôle a pour objectif

la validation et l'étalonnage de l'appareil de mesures en continu mis en place dans le cadre de l'autosurveillance des rejets d'air du four.

Un contrôle a été réalisé sur l'analyseur titulaire et l'analyseur redondant.

Suite à la vérification opérée, il apparaît les observations suivantes:

- la réponse de l'analyseur au test de variabilité de mesures n'est pas conforme pour le paramètre HCl,
- bien que les critères de variabilité soient conformes, la fonction d'étalonnage déterminées au moyen des techniques décrites dans ce document ne permettent pas une correction fiable pour le COT et le NH3.

La société sous-traitante ENVEA est intervenue pour procéder au correctif concernant le paramètre HCl le 26/02/2024. Un nouveau test QAL 2 a été réalisé courant du mois d'octobre 2024 pour vérifier la conformité de la mesure pour ce paramètre. Ce rapport QAL2 n'a pas été consulté lors de l'inspection.

Concernant les paramètres COT et le NH3, par courriel du 13 novembre 2024, la société ENVEA a confirmé à l'exploitant que:

"La longueur des lignes de prélèvement des analyseurs MIR-H est de 86 m. Cette longueur entraîne systématiquement un défaut sur le temps de réponse lors des essais QAL2."

L'exploitant projette donc de réaliser un local en toiture de manière à supprimer les contraintes techniques entraînant des défauts de mesures par les analyseurs. Un devis a été effectué. Les travaux s'élèvent à 42 954 euros pour le local.

Par ailleurs, le remplacement des analyseurs redondant et titulaire est prévu au mois de juin 2025.

Suite au remplacement des deux dispositifs de mesures en continu, un nouveau test QAL2 sera réalisé pour confirmer la fiabilité des installations.

Un étalonnage des analyseurs a été dernièrement effectué (AST). Le rapport n'a pas été consulté lors du contrôle.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre les rapports suivants à l'inspection:

- le dernier test QAL2 pour le HCl,
- le rapport du dernier AST.

L'ensemble des mesures permettant de s'assurer que les analyseurs en continu fournissent une donnée fiable sont à prendre. Les justificatifs correspondants sont à transmettre à l'inspection. Le rapport du prochain test QAL2 suite au remplacement des analyseur est également à transmettre à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 3 : Consignes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/09/2002, article 59

**Thème(s) :** Risques chroniques, Consignes d'exploitation et de sécurité

**Prescription contrôlée :**

Article 59 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010:

(...) L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.(...)

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; (...)
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. (...)

L'article 15 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 prévoit également:

(...) Des consignes relatives à la prévention des risques doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

(...) - les mesures à prendre en cas de défaillance d'un système de traitement et d'épuration ; (...)

Article 60 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010:

(...) Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent

arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées. (...)

#### **Constats :**

Cet article a fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 décembre 2024.

L'exploitant dispose de procédures pour le démarrage et l'extinction du four.

Une procédure de gestion des alarmes établit également les vérifications et actions à effectuer en cas de déclenchement.

Un enregistrement des mesures correctives prises suite aux vérifications des installations

d'incinération est effectué :

- dans le tableau de suivi journalier du four,
- dans le tableau de suivi de la production CEDEV.

Il a été précisé le jour de contrôle qu'une ronde était réalisée et permettait de vérifier les installations de traitement des fumées (alimentation en bicarbonate, ...) que les variations de pression et de température permettant de s'assurer d'une bonne combustion et du bon fonctionnement du filtre à manches était effectuée. **La traçabilité des opérations de vérification pourrait être améliorée pour plus de lisibilité.**

L'exploitant a indiqué disposer de 2 niveaux d'alarme sur les paramètres polluants en sortie de cheminée.

Le 1er niveau d'alarme est inférieur à la valeur limite d'émission autorisée et le 2ème niveau d'alarme correspond à la valeur limite d'émission. **La procédure des gestion des alarmes pourrait être améliorée par une meilleure identification des mesures à prendre en fonction des différents seuils d'alarme.**

Le jour du contrôle l'alarme du dépassement du 2ème niveau (correspondant à la valeur limite imposée dans l'arrêté préfectoral) s'est déclenchée.

Suite à leur déclenchement, les installations ont été automatiquement mises en sécurité.

Il a en particulier été constaté que le brûleur était en fonctionnement, et que le four n'était plus alimenté.

**Compte tenu des constats effectués, la mise en demeure du 18/12/2024 peut être levée sur ce point.**

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Nature de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2005, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Nature des installations

##### Prescription contrôlée :

Les installations de l'établissement sont concernées par les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes:

-Rubrique 2771 (ex-167-c): installation de traitement thermique de déchets non dangereux  
un four d'incinération d'une capacité de 1.89 t/h soit 46 t/jour soit maximum 18050 tonnes maximum par an.

##### Constats :

Cet article a fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 décembre 2024.

La société FERTIVAL a transmis à l'inspection des installations classées un porter à connaissance des modifications de la capacité de traitement du four le 13/12/2024.

**Compte tenu des constats effectués, la mise en demeure du 18/12/2024 peut être levée sur ce point.**

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 5 : Surveillance en continue des paramètres



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 28
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats de l'autosurveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- poussières totales ;</li> <li>- substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT) ;</li> <li>- chlorure d'hydrogène, fluorure d'hydrogène et dioxyde de soufre ;</li> <li>- oxydes d'azote et, le cas échéant, ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés.</li> </ul> <p>Il doit également mesurer en continu dans les gaz de combustion :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le monoxyde de carbone ;</li> <li>- l'oxygène et la vapeur d'eau.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après les informations recueillies lors de la visite, le dépassement de la valeur limite entraîne automatiquement la mise en fonctionnement du brûleur de gaz et l'arrêt du four. La chaîne d'automatisme n'a pas pu être contrôlée dans l'automate lors de l'inspection.</p> <p><b><u>Les éléments justifiant la programmation de la chaîne d'automatisme sont à transmettre à l'inspection.</u></b></p> <p>Par ailleurs, il apparaît dans le fonctionnement du site que de nombreuses situations tout au long de l'année entraîne systématiquement la mise en fonctionnement des brûleurs, et l'arrêt du four. En effet, pour les mois de novembre et décembre ces périodes, (en dehors des périodes d'extinction du four et de démarrage sans combustion de déchets) sont à considérer comme des périodes de fonctionnement normales. Or, aucune concentration n'est transmise et comptabilisée dans le cadre de l'autosurveillance des émissions atmosphériques du four dans ces conditions lors de la combustion de déchet. Ces périodes peuvent par ailleurs comprendre des périodes d'indisponibilité des moyens de traitement qui ne sont pas comptabilisée.</p> <p>Par ailleurs, la société ENVEA a confirmé que les flux émis durant ces périodes ne sont pas comptabilisés dans la cadre de la déclaration annuelle d'émissions de polluants.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La programmation de l'enregistrement des concentrations mesurées en continue pour les émissions atmosphériques doit être modifiée pour prendre en considération les phases de fonctionnement du four lors de la mise en marche du brûleur gaz avec combustion de déchet. Les justificatifs des mesures correctives prises sont à transmettre à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois